

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « Armed with a Yellow Mimosa: Women's Defence and Assistance Groups in Italy, 1943-45 ».

Cette traduction a été réalisée début 2013. Nous signalons que ce texte n'a pas été traduit par le CATS de Caen mais par une personne qui est en contact avec nous. De nouveau, un grand merci à elle. Elle se reconnaîtra. Le CATS s'est contenté de relire le texte et de le féminiser.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

Armées d'un mimosa jaune : Les groupes de défense et d'assistance des femmes en Italie (1943-1945)

Jomarie Alano

Dans la nuit du 12 au 13 mars 1945, la police italienne fasciste a exécuté deux sœurs, Vera et Libera Arduino, sur le pont qui traverse le canal de Pellerina dans la ville de Turin. Les deux sœurs s'étaient engagées dans la Résistance italienne, la *Resistenza*, Vera en tant que *staffetta* (*estafette*), elle portait le courrier aux partisans dans la montagne, et Libera en tant qu'assistante sociale¹. Lors de leur enterrement, des centaines de femmes organisèrent une grande manifestation antifasciste et nombre d'entre elles furent arrêtées. Quand les choses finalement se calmèrent, un petit signe de résistance apparut sur la tombe des deux sœurs martyres – un bouquet de mimosa jaune attaché avec un ruban tricolore accompagné de ces mots : *Gruppi di difesa della donna e per l'assistenza ai combattenti della libertà*². Le mimosa jaune – symbole de la Journée internationale des femmes initiée en 1910 par la meneuse socialiste allemande et activiste du droit des femmes Clara Zetkin (1857-1933) et célébrée le 8 mars – était porteur d'un message de solidarité rappelant aux femmes la nécessité de la lutte, et représentait les espoirs des femmes italiennes dans l'avenir. Le ruban tricolore affichant le rouge, le blanc et le vert du drapeau italien témoignait de leur amour du pays natal.

Figure 1
Les sœurs Arduino³



Vera (1925-45)



Libera (1929-45)

¹ Témoignage d'Alberto Arduino in Bianca Guidetti Serra, *Compagne : Testimonianze di partecipazione politica femminile*, 2 vols (Turin 1977), 3-6.

² Ada Gobetti, « Ma perchè li chiamammo Gruppi di difesa ? » (Pourquoi les appelait-on Groupes de défense des femmes ?), *Noi Donne*, 17 (23 Avril 1978), 39.

³ Reproduit avec la permission de l'Institut Piémontais d'Histoire de la *Resistenza* et de la Société Contemporaine de Turin.

Vera et Libera Arduino appartenaient au Groupes de défense et d'assistance aux femmes (*Gddd*), l'organisation qui avait conduit la manifestation et placé les fleurs, qui avait été constituée en novembre 1943 et regroupait au moins 70 000 membres en 1945⁴.

Tableau 1
Participation des femmes dans la Résistance italienne

Membre du <i>Gddd</i>	70 000
Combattant avec les partisans	35 000
Arrêtées, torturées et jugées	4 633
Déportées en Allemagne	2 750
Blessées	1 750
Exécutées ou tuées au combat	623
Officiers de commandement ou inspecteurs des batailles	512

Bien que les *Gddd* aient représenté la plus grande organisation à travers laquelle les femmes ont participé à la *Resistenza*, ils n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritaient en tant que tremplin pour la participation des femmes à la politique dans l'Italie d'après-guerre. Au contraire, jusqu'à très récemment, la plupart des historienNEs et des politicienNEs n'ont fait l'éloge que des activités d'assistance aux hommes de la Résistance et à leurs familles menées par les femmes des *Gddd*. Cette vision correspond bien aux tentatives faites par les partis de droite au pouvoir en Italie depuis la fin des années 1940 pour fabriquer une mémoire collective de la *Resistenza* qui confirmerait le caractère paternaliste de la société italienne. Il semble que leurs efforts aient été couronnés de succès. Même d'éminentEs historienNEs des luttes féministes ont sous-estimé la signification politique des *Gddd*, en particulier pour ce qui est de leur impact sur les perceptions individuelles et collectives que les femmes ont d'elles-mêmes, de leur genre et de leurs droits. Par exemple, dans son étude sur les femmes pendant le fascisme, Victoria de Grazia soutient que « en tant que mouvement politique et social en soutien à la liberté et à la justice sociale, la Résistance n'encourageait pas les critiques de la suprématie des mâles ni n'envisageait des situations dans lesquelles il faudrait débattre des sujets complexes de l'identité sexuelle et de reconstruction des genres ». Alors qu'elle reconnaît les *Gddd* comme « l'organisation la plus officielle » qui ait permis aux femmes de rejoindre la *Resistenza*, de Grazia constate que le projet d'émancipation « s'effaçait devant les urgences quotidiennes » pour venir en aide à la *Resistenza*⁵.

Cette conception de la participation des femmes à la *Resistenza* comme un appui à la lutte armée menée principalement par les hommes a été soutenue par les historiennes italiennes Anna Bravo et Anna Maria Bruzzone, qui ont déclaré que les actions des femmes constituaient une forme unique de résistance, « pouvant être pratiquée dans bien plus d'endroits et accessible à beaucoup plus de personnes », y compris les mères et les femmes âgées⁶. Mirna Cicioni en appelait à une approche encore plus extensive – qui consisterait à se demander « comment ce que nous savons sur l'investissement et le rôle des femmes change ce que nous savons globalement sur la Résistance, c'est-à-dire comment la Résistance fut affectée militairement et politiquement par la participation des femmes »⁷. Des documents officiels des *Gddd*, des sources archivées en Italie et aux États-Unis, des interviews et les écrits des leaders des *Gddd* Ada Gobetti et Bianca Guidetti Serra montrent que les *Gddd* avaient bien une influence significative sur les consciences individuelles et collectives des femmes et sur leur perception du genre, et qu'il a vraiment préparé le terrain pour les avancées de l'après-guerre concernant les femmes. Mieux encore, une analyse exhaustive des *Gddd* en tant que microcosme de la *Resistenza* dans son ensemble jette la lumière sur les

⁴ Une traduction littérale du nom de l'organisation serait « Groupes pour la défense des femmes et pour l'assistance aux combattants de la liberté ». Les bilans d'après-guerre sur la participation des femmes aux *Gddd* et sur le nombre de femmes qui combattirent avec les partisans ne peuvent pas être exacts en raison de la nature clandestine de la Résistance en général et de la facilité avec laquelle certaines femmes passaient des activités militaires aux tâches civiles. Cependant, la plupart des sources s'accordent sur les chiffres donnés dans le tableau 1.

⁵ Victoria de Grazia, *How Fascism Ruled Women : Italy, 1922-1945* (Berkeley, CA 1992), 283,285.

⁶ Anna Bravo et Anna Maria Bruzzone, *In guerra senza armi : Storie di donne, 1940-1945* (Rome-Bari 1995), 27.

⁷ Mirna Cicioni, « In order to be considered we must first have fought : Women in the Italian Resistance » in Alastair Davidson et Steve Wright (eds), *Never Give In : The Italian Resistance and Politics* (New York 1998), 100.

tensions entre solidarité et autonomie qui caractérisaient les différents éléments de la *Resistenza* et révèle la complexité et la pluralité de ce mouvement de libération.

Sous le régime fasciste de Benito Mussolini (1922-1943), les perspectives d'émancipation des femmes disparurent et le droit des femmes au travail, l'accès à une profession et les droits individuels furent significativement réduits. Les groupes féministes furent déclarés illégaux, à part ceux que les fascistes avaient créés et qui agissaient sous une stricte surveillance, régentés par l'État, ou ceux qui avaient des liens avec l'Église catholique. Bien que quelques femmes aient tenté de résister, il semble que l'appareil policier fasciste ait réussi à éliminer toute opposition. Durant les années 1930, 235 femmes italiennes furent jetées en prison par le Tribunal spécial pour leurs activités antifascistes, purgeant des peines combinées de 1 310 ans ; 2 690 autres furent déportées vers des territoires lointains pour des peines totalisant collectivement 13 450 années⁸. D'autres choisirent l'exil ou agirent dans la clandestinité jusqu'à la chute de Mussolini le 24-25 juillet 1943.

Le 8 septembre 1943, le successeur de Mussolini, Pietro Badoglio, signait un armistice avec les Alliés, marquant le début de la période de vingt mois, période connue sous le nom de *Resistenza*, qui dura jusqu'à la fin d'avril 1945. Juste après cet armistice, l'Allemagne fit traverser la frontière italienne à ses troupes et occupa bientôt toute l'Italie du Nord et du Centre, Rome y compris, et atteignant presque Naples au Sud. Mussolini, libéré de sa prison par un commando aérien allemand le 12 septembre, mit en place le 23 septembre un gouvernement fantoche qui fut officiellement baptisé République Sociale Italienne, mais qu'on appelait la République de Salò, d'après le nom de la ville des rives du lac de Garde, dans le Nord, où l'ancien leader avait cherché refuge. Badoglio s'envola vers Bari, au Sud, avec le roi ; son gouvernement déclara la guerre à l'Allemagne le 13 octobre. Dans le même temps, les leaders des partis antifascistes, comprenant les communistes, les socialistes, les démocrates chrétiens, les partis libéraux et le tout nouveau Parti d'action, s'unirent à Rome sous l'autorité du socialiste modéré Ivanoe Bonomi pour constituer le Comité de Libération Nationale (CLN) et s'unirent contre le gouvernement Badoglio. Chacun de ces trois gouvernements se prétendait le seul véritable gouvernement de l'Italie. Bien que les Britanniques et les Américains aient reconnu le gouvernement Badoglio, ils avaient aussi mis en place des unités administratives dans les zones conquises par eux et constitué finalement la Commission de Contrôle des Alliés (*Allied Control Commission*, ACC). Suivant l'exemple du CLN, des comités de libération similaires écloront dans d'autres villes, dont le principal était le Comité de Libération National de l'Italie du Nord (CLNAI) à Milan. Le 7 octobre, le CLNAI publia un *Appel aux Italiens* ainsi libellé :

« Italiens ! Le gouvernement de l'Allemagne hitlérienne a menacé notre pays, se révélant un pillard avide sous son déguisement... Les hommes et les femmes, vieux et jeunes, chacun d'entre vous doit se considérer comme mobilisé pour une grande cause commune... Pour notre civilisation, pour l'avenir de nos enfants, résistons aux intimidations d'une tyrannie qui a déjà été condamnée par l'histoire »⁹.

En réponse à l'appel à la résistance lancé par le CLNAI, un groupe de femmes activistes se rassembla à Milan et créa les *Gddd* le 28 novembre 1943. Dans leurs statuts, elles reconnaissaient le CLN comme le gouvernement officiel de l'Italie : « Les *Gddd* reconnaissent... dans le CLN le pouvoir directeur de l'action populaire, de l'indépendance et de la liberté, contre les Allemands et les fascistes, et il s'unit avec [votre organisation] tout en affirmant sa complète indépendance par rapport à tous les partis. » Elles décrivaient leur terrible situation et exhortaient les femmes à résister :

« Les femmes italiennes qui se sont toujours opposées au fascisme... ne peuvent rester inactives dans des circonstances aussi graves. L'invasion hitlérienne rend insupportable cette vie qui était déjà très difficile. Elle multiplie les souffrances et promet de nouvelles destructions. Un hiver terrible s'annonce. Dans les villes dévastées par la guerre d'Hitler et de Mussolini, les maisons n'ont pas été réparées et la pénurie de combustible pour le chauffage ainsi que l'usure des vêtements et des chaussures nous met à la merci du froid et du mauvais temps. Les prix grimpent vertigineusement...

⁸ Camilla Ravera, « La donna nella lotta contro il fascismo e per la democrazia », *Il Congresso di Parigi*, numéro unique édité par la Fédération Démocratique Internationale des Femmes (mars 1946), 13.

⁹ Appello agli Italiani : « La Germania hitleriana si è avventata sulla nostra patria », 7 octobre 1943, in Giuseppe Bonfanti (ed.), *La Resistenza : documenti e testimonianze di storia contemporanea* (Brescia 1976), 84-5.

Les barbares pillent et détruisent, dévastent et tuent. Nous ne pouvons pas renoncer. Nous devons lutter pour notre libération »¹⁰.

Les *Gddd* utilisaient pour la sensibilisation une rhétorique genrée pour encourager la participation de toutes les femmes aux activités courantes, et pour suggérer ce que devrait être leur rôle dans la construction, après la guerre, d'une Italie plus libre et plus équitable : « Les femmes d'Italie, compagnes dans les batailles, se mettent en ordre de marche en vue du combat que le peuple italien mènera pour empêcher une dévastation complète et pour hâter la libération, pour reconstruire un pays épuisé et ruiné par la guerre fasciste, avec le projet de bâtir une nouvelle société sous le signe de la liberté, de l'amour et du progrès »¹¹.

Selon Ada Gobetti et Bianca Guidetti Serra, les *Gddd* réussirent à attirer des femmes de tout milieu social – instruites ou non, femmes au foyer, ouvrières, employées, intellectuelles et paysannes ; celles qui étaient politisées et celles qui ne l'étaient pas –, rassemblant « sur un pied d'égalité absolue pour ce qui est du danger ou des compétences... toutes les femmes qui veulent combattre pour la libération de l'Italie »¹². La raison du succès tient peut-être à la nature de la *Resistenza* elle-même, dont l'historienne Anna Bravo dit qu'elle « agissait comme une matrice complexe qui mettait en présence divers sentiments : la lassitude de la guerre, la haine des Allemands et des fascistes, la solidarité envers ceux qui étaient en danger, et des motivations purement politiques »¹³. S'il est vrai que les femmes des *Gddd* étaient unies dans leur désir de vaincre les fascistes et les nazis, nombre d'entre elles avaient dû abandonner leurs anciennes convictions et modifier leurs choix personnels dans le but de réaliser la solidarité au sens politique. Les *Gddd* fournissaient un point de convergence pour les sujets de débat passés, présents et futurs concernant les femmes italiennes en 1943 : la rancœur passée envers un gouvernement et une société qui reléguait les femmes à une position subalterne par rapport aux hommes ; les craintes présentes des pénuries d'alimentation et de combustible ainsi que pour la sécurité des maris, des pères, des frères et des enfants ; et les futurs espoirs d'émancipation, d'un rôle plus important des femmes dans le processus politique italien. Malheureusement, leurs aspirations à une solidarité politique ne se concrétisèrent jamais.

Les *Gddd* proposaient un large éventail d'activités, faisait appel à des talents très divers, proposait de participer à différents niveaux et encourageait les actions dans une grande variété de lieux. Ses statuts précisaient bien que « les femmes italiennes ne devaient pas différer les actions de libération » et mettaient en exergue « le besoin commun qu'il y ait du pain, la paix et la liberté ». Ils encourageaient les grèves, les arrêts de travail, les manifestations de masse et les actions violentes. Les statuts énuméraient aussi plusieurs objectifs à court terme – une augmentation des rations de nourriture ; un logement pour les familles qui avaient été bombardées ; du combustible en prévision du cinquième hiver de guerre ; des vêtements et des chaussures, en particulier pour les enfants et les prisonniers ; et des repas chauds dans les cantines scolaires. Les organisatrices faisaient appel aux mères : « Un litre de lait, un morceau de pain, un kilo de charbon extorqué à l'ennemi peuvent rendre la santé à un enfant italien. » Elles soulignaient aussi les revendications des ouvrières, dont un grand nombre travaillaient de longues heures durant dans les usines des villes industrielles du Nord comme Turin et Milan. Les rédactrices des statuts, tout en mettant en avant la nécessité d'augmenter immédiatement les salaires des femmes qui avaient une famille entière à charge, exigeaient aussi des modifications durables dans l'atelier pour améliorer l'ordinaire des ouvrières après la guerre :

« Elles veulent un salaire égal à celui des hommes pour un travail égal ; des congés suffisants et une aide pendant les périodes qui précèdent et suivent les naissances ; la possibilité d'élever leurs propres enfants, de les voir apprendre un métier, et de savoir comment assurer leur avenir ; participer à l'enseignement professionnel et ne pas être employées, dans les usines et les bureaux, seulement pour des travaux non qualifiés ; la possibilité d'accomplir tout type de travail et de poursuivre des études dans n'importe quelle école, avec le mérite pour seul critère de sélection ; participer à la vie de l'entreprise, dans les syndicats, les coopératives et les corps électoraux locaux et nationaux ; et un

¹⁰ « Atto costitutivo programma d'azione dei Gdd, 11/43 » in *I Gruppi di difesa della donna* (Rome 1995), 49.

¹¹ « Atto Costitutivo », *op. cit.*, 49.

¹² Ada Marchesini-Gobetti, « Ramoscelli di mimosa per la festa dell' 8 Marzo », *Paese Sera* (7 mars 1951), 5. Bianca Guidetti Serra, interview par l'auteur, Turin, Italie, 13 octobre 2000.

¹³ Anna Bravo, introduction à *I Gruppi di difesa della donna*, *op. cit.*, 7.

contrôle par une organisation démocratique des institutions locales et nationales d'assistance aux femmes et aux enfants, et des usines »¹⁴.

En fin de compte, les statuts envisageaient l'avenir : « L'Italie libérée des envahisseurs étrangers, l'Italie débarrassée de l'oppression fasciste, doit être la patrie du peuple qui l'habite, qui y travaille et la construit... Dans cette nouvelle Italie, les femmes doivent pouvoir vivre et œuvrer ensemble pour une vie meilleure et [doivent être] émancipées et assurées de leur avenir »¹⁵.

Tout au long de ses dix-huit mois d'existence, les *Gddd* ont cru que les femmes avaient un rôle essentiel à tenir dans la *Resistenza* et après. Leur message atteignait les femmes de différentes façons : des directives envoyées par le Comité national aux différents groupes ; des rapports transmis par les groupes locaux ou régionaux au Comité national ; des mémoires publiés par les comités de secteur ; des affichettes collées dans les lieux publics ; des prospectus glissés dans les sacs à main et les boîtes aux lettres ou laissés dans les bus et les trams, et des avis distribués dans les usines. Pour toutes ces actions, les femmes s'exposaient à des dangers extrêmes, bravant la faim et le froid, et toujours l'éventualité d'une arrestation, de la torture et de l'exécution. Et bien sûr, elles devaient toujours agir dans le secret le plus absolu.

Les affichettes étaient conçues pour interpeller les femmes d'un endroit spécifique, comme celle-ci qui presse les femmes de Turin et du Piémont alentour de se joindre à la bataille pour la libération :

« Femmes piémontaises ! Femmes de toutes classes sociales ! Unies dans la lutte, rendons-nous utiles par l'exemple, par l'aide et par le sacrifice, aux partisans héroïques qui défendent, l'arme à la main, notre terre contre les barbares nazis et fascistes. Rassemblons-nous et amenons-en d'autres aux *Gddd* »¹⁶.

Une autre encourageait les femmes de Florence à « descendre dans les rues et les places en foule et revendiquer ce que tout être humain est en droit de réclamer ». Une troisième implorait les femmes de Rome de « descendre en masses, unies, dans les lieux où se tenaient des rassemblements destinés à défendre les hommes »¹⁷. Étant donné les grandes différences régionales en Italie, de tels appels aux femmes d'une ville ou d'une province spécifique permettaient de cibler les besoins particuliers de cette localité et constituaient une accroche, alors que l'identification avec les femmes italiennes en général était impossible.

De plus, ces affichettes rivalisaient avec celles des nazis-fascistes pour le contrôle de l'opinion publique féminine, comme un rappel constant de cette voix dissidente.

Certains messages s'adressaient directement aux épouses et aux mères. En novembre 1944, le Comité National émit une directive pressant « toutes les femmes, ménagères, etc. » d'agir, parce que tout le monde « souffrait des restrictions imposées par les nazis-fascistes »¹⁸. En décembre 1944, les femmes au foyer du secteur V de Milan annoncèrent : « Chacune doit faire son devoir pour enrôler des ménagères, des travailleuses, etc., dans les *Gddd*, pour militariser autant de femmes que possible. » Parmi leurs objectifs, « susciter des manifestations pour réclamer du sucre, du sel, du lait et des combustibles », et « découvrir les réserves de denrées alimentaires et de combustible dans le but de les confisquer ». Elles espéraient « attirer les mères en leur parlant de la sécurité de leurs enfants, demandant que toutes les écoles soit installées loin des objectifs militaires ». Elles essayaient également de persuader les mères de ne pas inscrire leurs enfants au *Balilla*, une organisation de jeunesse fasciste, et plaidaient pour qu'elles continuent leur travail « d'assistance aux victimes et aux combattants de la liberté et à leurs familles »¹⁹. Le 18 janvier 1945, une circulaire générale appelait les femmes à lutter contre les restrictions de nourriture par des manifestations de masse :

¹⁴ « Atto Costitutivo », *op. cit.*, 49-50.

¹⁵ *Ibid.*, 50.

¹⁶ Dossier 2853, « Appello alle donne Piemontese per il rafforzamento dei Gruppi di difesa della donna e l'aiuto ai partigiani », Turin, n.d., Fondation Giangiacomo Feltrinelli, Milan. Original conservé dans les Archives du Parti Communiste Italien, Rome.

¹⁷ Fasciolo 14, « Gruppi di difesa della donna », Fondazione istituto Gramsci, Rome.

¹⁸ « Prepararsi al duro inverno, 11/44 » in *I Gruppi di difesa della donna*, *op. cit.*, 77.

¹⁹ « Casalinghe del V Settore di Milano, 12/44 » in *I Gruppi di difesa della donna*, *op. cit.*, 80.

« Alors que les denrées alimentaires disparaissent de la circulation, ils [les nazis-fascistes] essaient de répandre la rumeur selon laquelle la nourriture manque parce qu'elle s'en va nourrir les résistants. Non ! La nourriture manque parce qu'elle s'en va en Allemagne...

Le lait, le sucre, le sel, le pain, le bois, etc. manquent. Il faut que nous nous présentions en masse devant la mairie, devant la préfecture, etc., pour protester ; il faut que nous exigions que les fours soient prêts à faire du pain et que nos ménagères n'aient pas à perdre des heures à faire la queue dans la neige.

Dans ces queues il ne faut pas attendre patiemment pendant des heures, il faut saisir l'occasion, alors qu'une foule de femmes est rassemblée, pour lancer de vigoureuses manifestations »²⁰.

Le même mois, une directive aux comités de secteur des *Gddd* à Milan précisait : « Notre existence et celle de nos familles sont en jeu ; les femmes italiennes doivent montrer qu'elles ont du sang dans les veines et qu'elles ne sont pas décidées à laisser leurs familles mourir de faim ou de froid »²¹.

Alors que ces appels semblaient concerner seulement les besoins courants de nourriture et de combustible, leur rhétorique attaquant aussi bien les Italiens que les Allemands avait des implications politiques. Généralement, le préfet et le maire des villes occupées étaient des officiels italiens agissant en collaboration avec les Allemands. En utilisant le terme « nazi-fasciste », les leaders des *Gddd* suggéraient que les Italiens contribuaient aux pénuries alimentaires, affamant principalement leur propre population. Ces appels incitaient les femmes à adopter un rôle politique en adressant leurs requêtes aux officiels italiens, exerçant ainsi une pression sur le gouvernement local. Elles encourageaient les femmes à agir collectivement, les amenant de préoccupations privées concernant leurs familles vers des manifestations publiques en tant que groupes de femmes.

Compagne, le livre de Bianca Guidetti Serra, s'intéresse principalement à une autre catégorie de femmes qui devinrent actives dans les *Gddd* – des femmes du prolétariat qui travaillaient dans les usines, travaillaient comme vendeuses ou comme employées de bureau, ou exerçaient à la maison les métiers de tailleur, de couturière ou de brodeuse. Elle affirme que la contribution de ces femmes à la libération ne fut pas le fait d'actes isolés ni dus au hasard. Nombre d'entre elles venaient de familles dans lesquelles l'action sociale était une tradition. Parmi les 51 femmes de Turin qu'elle a interrogées, la plupart étaient communistes. Pauvres et relativement peu instruites, ces femmes souffraient de bas salaires, d'horaires épuisants et parfois d'un environnement de travail dangereux. Elles ne recevaient pas la même contrepartie que les hommes pour le même travail, même si elles étaient chargées de famille. De plus, leur prime pour la naissance d'un enfant était plus faible (tableau 2)²².

Tableau 2
Allocation de naissance moyenne – 14 avril 1939

Qualification	Montant (en lires)	
	Hommes	Femmes
Employés	1000	700
Ouvriers	700	500
Ouvriers agricoles et fermiers	500	400

Les unes se rappelaient l'activisme de la période préfasciste, en particulier septembre 1920, quand les ouvrières occupèrent les usines à Turin et à Milan. D'autres avaient participé aux grèves du 4 mars 1943 qui démarrèrent à Turin et s'étendirent bientôt aux autres villes du Nord. En constituant des groupes au sein des *Gddd* ces ouvrières d'usine pourraient se battre pour améliorer les conditions de travail des femmes, en se basant sur les mécanismes traditionnels d'affrontement avec la direction comme les arrêts de travail ou la grève, tout en réclamant ouvertement des améliorations spécifiques pour la main-d'œuvre féminine. Un comité des *Gddd* invitait les ouvrières d'usine à combattre la réduction de salaire de 10 lires instituée par les patrons nazis-fascistes, citant en exemple les femmes de l'usine Bertelli qui avaient débrayé une heure pour protester : « Voici l'heure pour les *Gddd*. C'est le moment pour notre jeune mais

²⁰ « Salari, indennità, viveri, 18/1/45 » in *I Gruppi di difesa della donna*, op. cit., 80.

²¹ « Il Carbone e il Lardo, 1/45 » in *I Gruppi di difesa della donna*, op. cit., 92.

²² « Article 23, *Regio decreto legge* 14 April 1939 » in *Donne e Diritto : Due secoli di legislazione* (Rome 1988), 1479.

forte organisation de montrer qu'elle est prête à remplir son rôle de leader pour toutes les travailleuses italiennes »²³.

Selon Guidetti Serra, les *Gddd* demandèrent aussi à être représentés dans les comités d'agitation et les syndicats clandestins qui éclosent dans les usines quand les Allemands s'en allèrent. Un article de *Noi donne*, journal officiel des *Gddd*, déclarait : « Notre but est que, dans chaque comité d'agitation, dans chaque comité national de libération, il y ait une de nos représentantes »²⁴. Guidetti Serra devint une de ces représentantes. Les comités d'agitation remplissaient une importante fonction, non seulement en suscitant la résistance dans les usines, mais aussi en freinant l'effort de guerre allemand. Les Allemands, qui avaient pris le contrôle de nombreuses usines, voulaient que la production continue dans les entreprises comme Fiat à Turin pour construire des automobiles et d'autres équipements destinés à l'Allemagne²⁵. Les rapports de la Commission de Contrôle des Alliés indiquent que « les usines Fiat fabriquaient cinq cents véhicules par mois pour les Allemands »²⁶. L'influence des femmes sur les comités d'agitation se montrait également fructueuse pour les questions proprement féminines. Le comité d'agitation du Piémont, par exemple, accepta que les veuves et les autres femmes qui avaient des personnes à charge obtiennent le statut de chef de famille. Les femmes considèrent cette décision, de la part d'un comité à domination masculine, comme « une victoire pour les masses féminines » qui montrait clairement « le poids et l'influence que les femmes piémontaises exerçaient au sein des organisations clandestines dans le combat pour la libération »²⁷.

Le Comité national des *Gddd* incita les femmes d'Italie à s'unir avec les femmes d'autres pays pour défendre la cause de la paix et de la justice en célébrant la Journée internationale de la femme le 8 mars 1944, fêtée pour la première fois en Italie depuis plus de 20 ans : « Célébrée pour la première fois pendant la guerre 1914-1918, cette journée a été un cri de protestation lancé par des milliers et des milliers de femmes qui s'étaient rassemblées pour que le monde n'ait plus jamais à répéter ces horreurs et ce carnage »²⁸. Elles suggérèrent que la journée soit consacrée à des meetings au cours desquels sa signification serait illustrée ; à des manifestations contre la faim, le froid et la violence ; à intensifier l'effort pour recruter plus de femmes dans les *Gddd* ; à montrer les photographies des héroïnes qui sont « tombées pour la libération de la patrie », et se termine par un pèlerinage sur les tombes de ces femmes, sur lesquelles on déposerait des fleurs et des drapeaux tricolores²⁹. Une affiche destinée aux femmes piémontaises les encourageait à célébrer « leurs conquêtes dans la vie sociale, politique et économique ». Cela continuait en expliquant que, en prenant part à la guerre de libération, les femmes italiennes « entraînent dans la vie politique du pays »³⁰. La célébration du 8 mars, rendue plus poignante par le symbole des fleurs jaunes de mimosa et les drapeaux tricolores qui les accompagnaient, favorisa une prise de conscience pour bon nombre de femmes qui n'avaient jamais célébré cette occasion auparavant. Enfin, la fête mettait l'accent sur la solidarité des femmes à travers le monde et insufflait ainsi aux Italiennes la force qu'une telle conscience procure.

Le 27 juillet 1944, le CLNAI reconnaissait officiellement les *Gddd*. Dans une lettre au CLN de Milan, le Comité provincial des *Gddd* de Milan écrivait : « Cette approbation et cette reconnaissance de la part du CLNAI est une récompense attendue pour les efforts que cette jeune organisation a faits pour mobiliser les masses féminines dans le combat insurrectionnel pour chasser les Allemands et les fascistes d'Italie. » Le Comité provincial ajoutait : « Au cours des deux derniers mois, le nombre de nos membres a plus que doublé et de nombreux nouveaux groupes sont apparus. » Et il saisissait l'occasion pour

²³ « Salari, indennità, viveri », *op. cit.*, 80.

²⁴ « Lo sciopero a Milano » *Noi Donne – Edizione Torinese* (novembre 1944).

²⁵ Bianca Guidetti Serra, interview par l'auteur, Turin, Italie, 13 octobre 2000.

²⁶ Lettre du Détachement N° 5, N° 1 Special Force, au Commandant du N° 1 Special Force concernant un rapport reçu du l'Officier de Liaison Britannique pour le Piémont du Sud qui a visité Turin le 17 novembre 1944 ; Déclassifié ; Record Group (RG) 331 (Allied Operational and Occupation Headquarters, World War II), Indicator 10,000 (ACC Headquarters), Subindicator 125 (Patriots Branch) ; National Archives at College Park, Maryland (NACP).

²⁷ *La Difesa della Lavoratrice : Organo dei Gdd Torinesi*, 29 janvier 1945.

²⁸ « 8 Marzo giornata di lotte per le donne », *La Difesa della Lavoratrice – Edizione straordinaria* (8 mars 1945).

²⁹ « 8 Marzo nelle zone ancora occupate », 2/45, in *I Gruppi di difesa della donna*, *op. cit.*, 98.

³⁰ Papiers personnels de Bianca Guidetti Serra.

demander une « aide concrète » sous forme d'un « subside mensuel... » pour de l'équipement technique et du matériel de dactylographie. Il mettait en valeur les activités importantes des femmes, qui « s'organisaient elles-mêmes dans la lutte ». Avec plus d'emphase, le Comité provincial demandait plus qu'une reconnaissance : « Considérant le développement atteint par l'organisation, ce Comité provincial estime qu'il serait opportun qu'il soit représenté par ses déléguées au cœur du CLN »³¹. Le 16 octobre 1944, le CLN répondait avec un « Acte de reconnaissance des *Gddd* », déclarant qu'il appréciait les résultats obtenus jusqu'alors « dans le champ de la mobilisation des femmes pour le combat de libération nationale » et reconnaissait les *Gddd* comme « une organisation membre du Comité national de libération »³². En janvier 1945, la direction nationale des *Gddd* utilisa cette reconnaissance pour encourager les femmes qui habitaient des zones contrôlées par les partisanEs à continuer leur combat : « L'action unitaire accomplie par les *Gddd* qui ont mérité leur reconnaissance par le CLNAI en tant qu'organisateur des masses ne doit pas cesser dans les zones libérées, mais doit se renforcer avec les nouvelles possibilités de travail et d'expansion »³³. De telles directives montrent que l'organisation féministe projetait de jouer un rôle après la libération.

Les *Gddd* avaient pris contact directement avec les femmes de France. Ada Gobetti, qui avait appris le français quand elle était petite (avant que les fascistes ne découragent l'apprentissage des langues étrangères à l'école), partit en mission à Grenoble où elle rencontra des membres de l'Union des femmes françaises (*Uff*). Le 2 mars 1945, elle écrivait aux *Gddd* que les résultats de son voyage étaient satisfaisants, aussi bien du point de vue des informations qu'en termes de propagande. Gobetti faisait remarquer que, de tous les groupes de femmes en France, c'était l'*Uff* qui ressemblait le plus aux *Gddd* à cause de son « caractère complètement nouveau et révolutionnaire ». Elle avait participé à des meetings organisés par les femmes françaises qui lui avaient demandé conseil et l'avaient invitée à prendre la parole. Après ces rencontres grenobloises, Gobetti écrivit au secrétariat national de l'*Uff* à Paris pour expliquer les actions des *Gddd* et préparer le terrain pour « une étroite collaboration dans l'avenir »³⁴.

De la part des *Gddd*, la revendication d'unité sans esprit de parti était plus un idéal qu'une réalité. Au fur et à mesure que le temps passait, la forte présence communiste au sein des *Gddd* incita les membres qui n'étaient pas communistes à constituer des organisations affiliées à leurs partis et à éditer leurs propres journaux dans le but d'exprimer leurs particularités. Le *Movimento femminile* « *Giustizia e Libertà* » (Mouvement féminin « justice et liberté » ou *Mfgl*) fondé par les leaders du Parti d'Action, Ada Gobetti, Frida Malan, Sylvia Pons et Ada Della Torre, était l'une de ces organisations. Malan, qui travaillait avec Gobetti sur *La Nuova Realtà*, écrit à propos des réunions secrètes qu'elles tenaient pour débattre des problèmes des femmes et préparer le temps de la libération :

« Pour moi, cette période valait dix vies, au regard de ce que j'ai appris.

...La *Resistenza* ne fut pas seulement une période héroïque pour les hommes et les femmes qui s'enrôlèrent en toute conscience dans l'armée des partisans, elle fut aussi une école d'éducation civique.

... Tout le meilleur de chacune d'entre-nous apparut au cours de cette période. Ceci explique pourquoi, même dans le domaine des luttes pour les droits des femmes, tout ce qui a été réalisé jusqu'à maintenant dans notre pays avait été déjà pensé, discuté, espéré et proposé par des femmes qui, à ce moment, par des moyens très variés, s'impliquaient et s'inquiétaient de la situation tout en gardant toujours l'avenir à l'esprit, et pour lesquelles l'époque de la lutte partisane fut surtout une préparation consciente, intelligente et courageuse »³⁵.

Malan participa à la manifestation organisée par les *Gddd* aux obsèques des sœurs Arduino. Gobetti devint membre du secrétariat des *Gddd* à Milan pendant l'été de 1944. Alors que, durant toute la *Resistenza*, les *Gddd* accroissaient le nombre de leurs membres, l'essentiel de leur succès était dû à leur

³¹ « Riconoscimento da parte del CLNAI, 2/8/44 », in *I Gruppi di difesa della donna*, op. cit., 58.

³² « Atto di riconoscimento dei Gruppi di difesa della donna, 16 ottobre 1944 » in Gaetano Grassi et Guido Quazza (eds), *Verso il governo del popolo : Atti e documenti del CLNAI, 1943/1946* (Milan 1977), 195.

³³ « Nelle zone controllate dalle forze partigiane, 1/45 », in *I Gruppi di difesa della donna*, op. cit., 90.

³⁴ Ada Gobetti, Grenoble, À ses collègues des *Gddd*, 2 mars 1945, Centre d'études Piero Gobetti, Turin, Fond Ada Gobetti.

³⁵ Frida Malan, « La Donna nella Resistenza », in *Aspetti dell'attività femminile in Piemonte negli ultimi cento anni : 1861-1961*, (Turin 1963), 3-4.

capacité de maintenir une fédération de groupes divers connectés de façon lâche, au lieu d'exiger une hiérarchie rigide ou la soumission à une idéologie unique, comme la reconnaissance par le CLN aurait pu le faire supposer.

Guidetti Serra, qui a étudié cinq publications féministes clandestines imprimées à Turin pendant la *Resistenza*, a dit qu'elles reflétaient les opinions et le courage de celles qui les avaient créées (Tableau 3). Elle raconte les difficultés du travail d'impression, qui devait se faire la nuit, dans des bâtiments abandonnés, sans chauffage ni lumière, et avec du matériel de fortune. Par surcroît, les femmes travaillaient sous les bombes et elles avaient souvent faim³⁶. Leurs articles démontraient que les femmes regardaient au-delà des événements présents vers une Italie de l'après-guerre dans laquelle elles pourraient apporter leur contribution de manière significative. Dans la première livraison de *La Nuova Realtà*, un article intitulé « La donna e la nuova vita » (La femme et la vie nouvelle), traitait des responsabilités des femmes en ce qui concerne la « tâche sérieuse et délicate de la reconstruction ». Les auteurs encourageaient les femmes à dépasser les intérêts personnels et égoïstes, déclarant que rien n'était plus important que « la formation d'une conscience politique chez chacune de nous »³⁷. Une professeur évoquait dans *In Marcia* le rôle des femmes dans le monde d'après-guerre : « Un énorme effort nous attend toutes après la guerre... mais, plus que tout, [c'est la question de] la reconstruction du peuple italien »³⁸. Comme Guidetti Serra l'a montré, les journaux reflétaient les deux volets du combat des femmes : la lutte pour la liberté de l'Italie, et la lutte pour la liberté des femmes³⁹.

Tableau 3
Les journaux féministes clandestins à Turin (1944-1945)

Nom	1 ^{re} publication	Affiliation
<i>Noi Donne</i> (Nous les femmes)	mai 1944	<i>Gddd</i>
<i>La Compagna</i> (La Camarade)	août 1944	Parti Socialiste
<i>La Difesa della Lavoratrice</i> (Défense de l'ouvrière)	octobre 1944	<i>Gddd</i>
<i>In Marcia</i> (En marche)	novembre 1944	Parti démocrate-chrétien
<i>La Nuova Realtà</i> (La Nouvelle Réalité)	février 1945	Mvt des femmes « justice et liberté »

Le 7 avril 1945, la branche Guerre psychologique de l'*Italian Theatre Headquarters* publiait un rapport dont le but était de « dresser un tableau des journaux clandestins imprimés et diffusés dans l'Italie occupée par l'ennemi ». Le rapport présentait *Noi Donne* comme le journal des *Gddd*, constatant que « les publications dédiées aux femmes et aux actions en faveur des femmes en général » avaient également leur place dans l'Italie occupée. L'article résumait le travail des *Gddd* ainsi, en décembre 1944 :

« L'organisation, depuis le premier petit noyau initial, a rassemblé près de 30 000 femmes, et ce nombre croissait régulièrement... Les membres sont de toutes tendances politiques et de toutes croyances religieuses... Elles ont été présentes dans toutes les luttes, grèves et manifestations contre les attaques et les déportations de la part des nazis, et ont réagi par tous les moyens contre toutes les formes de violence de l'ennemi. Les Groupes de défense des femmes viennent en aide à des milliers de familles éprouvées par le mouvement réactionnaire »⁴⁰.

Ce compte rendu, qui fait partie des rapports de la Commission de Contrôle des Alliés, montre que les officiels anglais et américains étaient conscients des contributions des femmes des *Gddd* à la *Resistenza*. D'ailleurs, la diffusion de *Noi Donne* a dû être suffisante pour attirer l'attention des organisations militaires alliées.

Garder les femmes actives dans les zones contrôlées par les partisanEs était une autre préoccupation pour les *Gddd* en janvier 1945. Le Comité national émit une longue directive destinée non seulement à

³⁶ Bianca Guidetti Serra, interview par l'auteur, Turin, 23 octobre 2000.

³⁷ « La donna e la nuova vita », *La Nuova Realtà*, 27 février 1945, 1.

³⁸ « Ricostuire », *In Marcia* (novembre 1944).

³⁹ Bianca Guidetti Serra, 'Quello che scrivevano le donne della resistenza sui loro giornali', in Laura Derossi (ed.), *Il Voto alle donne, 1945* (Milan 1998), 102.

⁴⁰ « Supplement to Special Report on Clandestine Press in Enemy-Occupied Italy » Daté du 13 Février 1945 ; 7 Avril 1945 ; Italian Theatre Headquarters Psychological Warfare Branch, Unit 12, APO 512 ; Declassified ; RG 331, 10,000/125 ; NACP.

attirer davantage de femmes pour qu'elles participent aux actions des *Gddd* mais aussi à préparer une place pour les femmes dans la politique de l'après-guerre. Les leaders encourageaient « la participation des femmes aux organismes administratifs du gouvernement » par « la promotion de meetings et d'assemblées publics » au cours desquels « les aspirations et les besoins ressentis par les femmes » seraient « affirmés et rendus visibles ». Ce qui fut fait comme une « manière de populariser le programme et les actions » des *Gddd* en vue « d'affirmer publiquement » son souhait « d'élever le niveau social et culturel de la femme italienne en la rendant capable de réaliser les tâches qui lui seront assignées demain par le gouvernement démocratique du pays ». Le Comité national déclarait :

« Nos leaders doivent se charger de regrouper les masses féminines dans les *Gddd* dans le but de les amener à une conscience politique plus claire et à un intérêt réel pour toutes les questions qui les concernent particulièrement en tant que femmes, mères, travailleuses, etc., et d'une manière générale en tant qu'Italiennes dans la lutte contre les oppresseurs nazis-fascistes »⁴¹.

Un questionnaire envoyé aux dirigeantes de province des *Gddd* par le Comité national de Milan donne une idée de l'organisation des *Gddd*, de l'importance de la base, de la formation et des problèmes rencontrés. Le Comité national déclarait qu'il « apprenait chaque jour l'existence de nouvelles organisations locales », ce qui montre que les groupes se formaient spontanément, souvent sans l'approbation de l'organisation nationale. Différents points concernaient les relations avec « les courants politiques antifascistes » et les CLN locaux ; la communication entre les responsables provinciales et les groupes individuels ; les journaux publiés par les groupes locaux ; la collecte des cotisations et l'estimation du nombre de femmes influencées par les *Gddd*⁴². Les questions principales portaient sur les difficultés de diriger une organisation lourde et en pleine croissance. Des documents du dossier *Gddd* à l'Institut Gramsci à Rome révèlent que certains comités à l'intérieur des *Gddd* étaient constitués pour réaliser des tâches particulières, comme le *Comitato fucilaro* qui prenait en charge les blessés et enterrait les morts ; d'autres, comme le *Comitato dei gruppi femminili Giustizia e Libertà*, étaient destinés à la propagande politique⁴³.

La structure très organisée des groupes et des sous-groupes permettait aux femmes de découvrir leurs problèmes communs et de prendre conscience de la force que donnent les actions collectives.

En février 1945, un document publié par les *Gddd* annonçait que le gouvernement de l'Italie libre reconnaissait aux femmes le droit de vote, déclarant que c'était un droit qu'elles avaient « gagné en participant à tous les combats du peuple contre les Allemands et les fascistes et en prenant une part active dans la guerre pour la libération nationale ». Toutes les femmes étaient incluses dans la rhétorique : « Ouvrière, employée, professionnelle, femme au foyer, fermière, aucune femme ne sera plus jamais seulement exécutrice des ordres, mais toutes collaboreront aussi avec l'État dans toutes les branches de son activité. » Et les femmes étaient priées d'accepter aussi les obligations qui en découlaient : « Mais l'acquisition de nouveaux droits entraîne des responsabilités. La femme italienne doit maintenant se préparer à accomplir les nouvelles tâches qui l'attendent »⁴⁴. Dans ce document, les *Gddd* ne déclarent pas qu'ils sont directement à l'origine de l'obtention du droit de vote pour les femmes. Au lieu de cela, ils insistent sur la responsabilité qui accompagne ce droit, donnant pour consigne aux femmes de continuer leur combat pour des droits égaux et de faire ainsi la preuve qu'elles seraient à l'avenir une force durable sur laquelle on pourrait compter.

Dans les zones de l'Italie déjà libérées, les *Gddd* se présentaient sous le titre nouveau de *Unione donne italiane* (Union des femmes italiennes, ou *Udi*) dont la volonté de réunir toutes les femmes italiennes montrait que leur travail « ne consistait pas seulement en une lutte de libération » mais continuerait et s'étendrait « dans la phase de reconstruction démocratique du pays ». La formation de l'*Udi* fournissait une passerelle entre les *Gddd* et le monde de l'après-guerre, offrant aux participantes une organisation de femmes dans laquelle elles pourraient continuer leur travail après la libération⁴⁵. Dès février 1945,

⁴¹ « Nelle zone controllate dalle forze partigiane », *op. cit.*, 90.

⁴² « Questionario sui Gdd, 1/27/45 » in *I Gruppi di difesa della donna*, *op. cit.*, 83.

⁴³ Fasciolo 14, « Gruppi di difesa della donna », Fondazione istituto Gramsci, Rome.

⁴⁴ « Il Governo dell' Italia Libera riconosce il diritto di voto alle donne, 2/45 », in *I Gruppi di difesa della donna*, *op. cit.*, 97.

⁴⁵ « Nelle zone controllate dalle forze partigiane », *op. cit.*, 90.

cependant, les femmes démocrates chrétiennes s'étaient officiellement retirées des *Gddd* sous la pression de l'Église. Elles ne se dirigèrent pas vers l'*Udi* mais vers une autre organisation de femmes, le *Centro italiano femminile* (Centre italien des femmes ou *Cif*). Alors que ces fractures dans les organisations de femmes compromettaient la constitution d'un front unifié après la guerre, l'existence des *Gddd*, de l'*Udi* et du *Cif* autorisait encore les femmes à se rassembler pour faire entendre leur voix politique.

En 1964, Gobetti donna une conférence intitulée ; « Pourquoi les appelle-t-on des Groupes de défense des femmes ? » lors d'une convention qui célébrait le vingtième anniversaire de l'*Udi*. Bien connue alors en tant qu'activiste des droits des femmes, Gobetti avait été présidente de l'*Udi* à Turin après la guerre, et avait représenté l'*Udi* à des conventions de femmes pour la paix à Paris en 1945 et 1946. Déjà, elle reconnaissait son ignorance concernant les problèmes des femmes quand elle débutait aux *Gddd* et sa « réaction presque négative » à l'égard des mots « défense », « assistance » et « femmes » dans le nom de l'organisation :

« De nombreuses femmes arrivaient dans la *Resistenza* avec une conscience beaucoup plus développée. Même si j'avais une tradition antifasciste derrière moi [...] j'arrivais personnellement dépourvue. Je bénéficiais d'une bonne préparation intellectuelle, mais je n'avais aucune véritable expérience [...] En ce qui concerne l'émancipation, je suivis au cours de ces mois un chemin contraire à celui que suivaient beaucoup de femmes, c'est-à-dire que je passai d'une conception abstraite et intellectuelle de l'égalité et de l'émancipation pour les femmes à une compréhension authentique et concrète de la réalité.

[...] Dans ma vision abstraite de la réalité, j'imaginai une bataille commune qui rassemblerait les hommes et les femmes pour les mêmes buts [...] Mais il ne m'a fallu que quelques mois, peut-être quelques semaines, pour très bien comprendre le sens et l'importance de ces mots [...] Pourquoi « défense » ? Précisément parce que, puisque c'est elle qui donne la vie, la femme est plus encline, plus même que l'homme, à la défendre. Pourquoi « assistance » ? Parce que [...] fondamentalement maternelle, la femme voit dans le champ de l'assistance une de ses expressions principales. Et pourquoi « femmes » ? Parce que la femme a en elle des qualités, des vertus et des possibilités [...] dont elle n'avait pas conscience jusqu'à maintenant et qui doivent au contraire être développées par la vertu créative d'un monde différent »⁴⁶.

Les mots de Gobetti semblent faire écho à la remarque de Grazia selon laquelle « les femmes étaient contraintes d'exprimer leurs demandes en termes de rôles dans lesquels elles avaient été confinées sous le régime fasciste, comme mères, soignantes et nourricières »⁴⁷. Gobetti avançait alors que nombreux étaient ceux qui utilisaient la maternité pour tenter de garder les femmes « à leur place » pendant la guerre, ou au moins pour les y remettre après la libération. Elle mettait en garde contre ceux qui utilisaient la maternité « comme un moyen de retenir les femmes à l'arrière de la bataille dans le but de les enfermer dans leur monde ». Mais elle imposait une nouvelle torsion au concept de maternité, le revendiquant comme une valeur que les femmes devraient offrir à la société et comme une façon pour les femmes d'accéder à la sphère publique. Puisque les femmes, littéralement, « sortaient [l'enfant] d'elles-mêmes » dans l'acte de donner la vie, elles pourraient utiliser cette faculté de « don » pour s'inscrire dans le monde hors du foyer, faire don d'elles-mêmes, affirmer leur genre et améliorer la société. Peu après son entrée dans les *Gddd*, Gobetti commença à rêver d'un monde où les « vertus des femmes pourraient s'affirmer vraiment », dans lequel « les forces des femmes ne devraient pas être gaspillées dans un effort pour imiter, se rendre égales aux hommes, mais [...] se conjuguaient avec ces nouvelles forces qui mûrissaient dans la chaleur de la bataille ». Pour illustrer son propos, Gobetti comparait deux rencontres qu'elle avait faites en mars 1945. La première la mit en présence d'un groupe d'antifascistes qui feraient partie des dirigeants à Turin quand la guerre serait finie, et qu'elle décrivit comme « des braves gens, très honnêtes, capables, antifascistes incorruptibles ». Elle observait alors :

« Quand on a commencé à parler des problèmes qu'on pourrait rencontrer dans l'avenir, j'ai vu remonter à la surface la mentalité d'hier, la mentalité de ce monde d'avant le fascisme pour lequel ces personnes étaient prédisposées dans leurs attitudes et dans leurs idées. Ils aspiraient à un retour vers hier, tandis que nous toutes tendions vers le monde de demain »⁴⁸.

⁴⁶ Gobetti, « Ma perchè li chiamammo Gruppi di difesa ? », *op. cit.*, 37–8.

⁴⁷ De Grazia, *How Fascism Ruled Women*, *op. cit.*, 278.

⁴⁸ Gobetti, « Ma perchè li chiamammo Gruppi di difesa ? », *op. cit.*, 38.

Inquiète et déçue, elle se rendit à son autre rendez-vous avec une ouvrière de l'usine de Mirafiori appelée Nuccia, qui devait lui faire un rapport sur les activités des partisanEs dans une vallée proche de Turin. Gobetti décrit les yeux de Nuccia, « pleins de lumière », tandis qu'elle parlait :

« J'entendais dans ses mots le monde de demain. Elle me disait ce qu'elle faisait et ce qu'elle voulait faire [...] avec ce vœu de tout donner pour tout recevoir, et de tout recevoir pour tout donner à nouveau, voilà ce qu'étaient en ces jours la force et la beauté de nos femmes »⁴⁹.

Comme Gobetti, Guidetti Serra aussi avait d'abord protesté contre le mot « assistance » dans le nom du groupe. Jeune militante communiste qui voulait être à l'avant-garde du combat pour la libération en 1943, elle n'avait aucun intérêt pour le travail social. Plusieurs années après, elle apprit à apprécier la valeur de l'assistance, non seulement pour le réconfort matériel que cela procure à ceux qui sont dans le besoin, mais aussi pour l'attrait que cela exerce sur l'ensemble des femmes, en particulier sur les ménagères, pour la possibilité que cela donne de les intéresser à l'activisme politique des *Gddd*⁵⁰. Des femmes qui ne s'étaient jamais impliquées hors de la maison découvraient qu'elles pouvaient améliorer leurs conditions difficiles en agissant collectivement. La reconnaissance par des organisations à dominance masculine comme le CLN, le CLNAI et les comités d'agitation pendant la *Resistenza*, encourageaient les femmes à réclamer une juste place dans les organisations politiques et sociales après la guerre. Ainsi, à travers les actions menées avec les *Gddd*, les femmes acquéraient pour la première fois une conscience de l'autonomie.

De nombreuses femmes qui avaient été membres des *Gddd* ou d'organisations affiliées comme le *Mfgl* pendant la *Resistenza* restèrent engagées dans la politique et dans la lutte pour les droits des femmes après la guerre. En avril 1945, des membres du Parti d'Action demandèrent à Gobetti de les représenter en tant que maire de Turin. Guidetti Serra, avocate renommée, plaida lors du premier litige pour l'égalité des salaires à travail égal au Tribunal civil de Turin et devint membre du Conseil municipal de Turin. Aujourd'hui, elle continue à écrire et à pratiquer le droit. Malan a aussi participé au Conseil municipal de Turin et a été présidente de la Commission régionale pour l'égalité des chances au Piémont. Participer à la *Resistenza* a aidé Malan à choisir ses buts dans la vie, dont l'un était « d'étudier les lois qui, dans tous les domaines, interdisaient aux femmes tant de choses »⁵¹. Elle m'a dit que l'époque de la *Resistenza* était la plus importante de sa vie et que sa pierre tombale porterait les mots *Partigiana combattente*⁵². Le 2 juin 1946, 21 femmes furent élues à l'assemblée constituante, dont 11 étaient membres de l'*Udi*. Dans les années 1950, l'*Udi* et le *Cif* avaient ensemble plus d'un million de membres⁵³.

Bien que les preuves confirment que les *Gddd* ont joué un rôle significatif dans la préparation des femmes italiennes à une participation politique, on peut avancer plusieurs raisons qui expliquent son absence de la plupart des sujets de thèse d'histoire sur l'Italie d'après-guerre, et son oubli presque total dans la mémoire collective du peuple italien. En premier, avec la présence importante des communistes, les *Gddd* subirent le sort de la *Resistenza* dans son ensemble pendant la Guerre froide, particulièrement après que communistes et socialistes furent chassés du gouvernement en 1947 et que les ancienNEs fascistes eurent rejoint les rangs des démocrates chrétienNEs au pouvoir. En réduisant la résistance aux nazis-fascistes à une conspiration communiste, les leaders politiques pouvaient éviter une analyse complète de la complexité de la *Resistenza* et réduire sa capacité à réaliser un changement durable dans la société italienne. En second, en encourageant les femmes italiennes à quitter la sphère publique et à retourner s'occuper de leurs familles, les politiciens italiens, les dignitaires de l'Église et même les leaders des partis de gauche pouvaient engranger les soutiens des Italiens traditionalistes qui avaient hâte de retourner au statu quo préfasciste. En troisième, alors que de nombreuses femmes aspiraient à une action unifiée, ce que les membres de l'*Udi* en particulier pensaient possible sans renoncer aux alliances de partis, leurs collègues masculins utilisèrent leur pouvoir pour imposer des divisions politiques. Cela eut pour conséquence d'affaiblir l'effort collectif qui aurait pu donner aux femmes une voix plus forte dans la politique italienne. Finalement, bien que la constitution démocratique de la nouvelle République

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Bianca Guidetti Serra, interview par l'auteur, Turin, Italie, 23 octobre 2000.

⁵¹ Frida Malan, « Una generazione senza riposo », in Derossi, (ed.), *Il Voto alle donne, 1945, op. cit.*, 171.

⁵² Frida Malan, interview par l'auteur, Turin, Italie, 16 novembre 2000.

⁵³ Jane Slaughter, *Women and the Italian Resistance : 1943-1945* (Denver, CO 1997), 125.

d'Italie, effective depuis le 1^{er} janvier 1948, garantisse aux femmes l'égalité, elles n'ont pas réussi à traduire ces garanties en pratiques. Il fallut, pour les femmes de l'*Udi*, attendre 1958 pour obtenir une loi qui ferme les bordels d'État, et 1963 pour en obtenir une autre qui donnait aux femmes accès à toutes les professions.

À la veille du 8 mars 1951, presque six ans après la Libération, Ada Gobetti en appelait à toutes les femmes d'Italie pour continuer leur lutte pour la paix et les droits des femmes :

« La guerre n'est pas inévitable. Si les femmes savaient s'unir, comme elles surent s'unir dans la bataille pour la libération, passant par-dessus toutes les différences sociales, religieuses ou politiques, pour combattre les destructions et les massacres, et travailler ensemble en une industrielle harmonie, la face de la Terre pourrait bien être changée. Voilà l'appel du 8 mars : par-delà toutes les différences, toutes unies pour sauver la paix. Puisse cette délicate brindille de mimosa couleur de soleil, qui va décorer les rues et les maisons d'Italie en ces jours, rappeler aux femmes – et pas seulement aux femmes – ces responsabilités fondamentales »⁵⁴.

Jomarie Alano

Maîtresse-assistante en histoire de l'Italie moderne et en histoire des femmes européennes à Tufts University (USA). Elle travaille actuellement sur un manuscrit qui concerne l'activiste de la Résistance italienne Ada Gobetti, et sur une traduction du *Diario partigiano* de Gobetti.

Article paru dans *Journal of Contemporary History*
Copyright © 2003 SAGE Publications,
London, Thousand Oaks,
CA and New Delhi,
Vol 38(4), 615-631.

⁵⁴ Gobetti, « Ramoscelli di mimosa per la festa dell' 8 Marzo », *op. cit.*, 5.